

Grève générale : non, les GJ ne se laissent pas récupérer par la gauche

écrit par Christine Tasin | 7 février 2019



Ce que l'échec de la grève générale nous dit de la nature des Gilets jaunes (et de la suite de la crise)

Derrière la « convergence des luttes » programmée pour la manifestation du 5 février, la gauche et l'extrême gauche, les politiques et les syndicats, espéraient bien arriver à récupérer une partie non négligeable d'un mouvement des « Gilets jaunes » dont on a fait évoluer les revendications initiales. **Le peu de succès de la manœuvre montre ses limites et prouve la méfiance des « Gilets jaunes » face à toute forme de récupération.**

Atlantico : Dans quelle mesure peut on voir, dans l'échec du mouvement de grève nationale de 5 février, une logique

découlant de l'absence de culture de la grève chez les Gilets jaunes ?

Christophe Boutin : L'échec de la grève nationale du 5 février n'est pas tant celui de la mobilisation que celui de la fameuse « convergence des luttes ». Le 14 décembre, la journée d'action lancée à l'initiative de la CGT avait rassemblé à Paris 15.000 manifestants (6.000 selon la police), et l'on y évoque, au moment où j'écris, de 18.000 manifestants selon la préfecture de police à 30.000 selon la CGT, qui donne aussi le chiffre de 300.000 manifestants dans toute la France – ce qui permet d'en supposer de 100 à 150.000, ce qui n'est effectivement pas négligeable.

Il est vrai que la centrale syndicale avait été rejointe par un collectif aussi bariolé que disparate : appelaient ainsi à la « convergence » Attac et la fondation Copernic, le collectif La Vérité pour Adama, Génération.s, le groupe parlementaire de La France insoumise, le NPA, le Parti de gauche, Solidaires ou la CGT Paris, et s'y associaient des éléments de Force ouvrière, de la FSU ou des lycéens de la Fidl et de l'UNL.

Mais cette unité n'était en fait pas si forte : la direction confédérale de la CGT et Philippe Martinez restaient prudents ; La France Insoumise se défendait de toute récupération ; Benoît Hamon de Génération.s se tenait encore à l'écart, quand des cadres du PS dont Olivier Faure étaient présents. Et du côté des autres syndicats, Force ouvrière avait décidé de s'abstenir pour éviter « une instrumentalisation » et la CFDT de Laurent Berger souhaitait éviter une récupération par « l'extrême gauche ».

Il est d'ailleurs amusant de constater que, quand la CFDT refusait de suivre le mouvement à cause de ses liens avec l'extrême gauche, et de la présence dans la manifestation d'Éric Drouet, un leader des « Gilets jaunes » appelant à la

liaison avec les syndicats, mais que Berger ne juge « pas fréquentable » (« Je ne crois pas que le syndicalisme a besoin de s'abîmer dans les relations avec ce style de personnes » a-t-il déclaré), la CGT, et notamment Philippe Martinez, s'est au contraire longtemps inquiété du rôle de l'extrême droite dans le mouvement des « Gilets jaunes ». Reste que, dans le même temps, c'est sans doute plus, comme le déclarait d'ailleurs le secrétaire général de la CGT Paris, parce que « certains ont peur d'être dépossédés, débordés par ce mouvement qui est né en dehors de la centrale », que la CGT, initiatrice de ces « mardis », n'a pas signé.

Mais soyons clair, effectivement, depuis quelques temps, la gauche et l'extrême gauche tentent de récupérer le mouvement des « Gilets jaunes ». La gauche et ses syndicats pour se refaire une santé : la gauche politique a été dévastée par l'apparition de LaREM et peine à exister ; et les syndicats n'ont rien vu venir du mouvement et ont prouvé leur incapacité à jouer leur rôle de corps intermédiaire. Mais les deux ne sont pas nécessairement les bien venus sur les ronds-points.

À ce rejet, qui persiste, deux explications : d'une part, le discrédit qui frappe dans une grande partie de l'opinion publique les syndicalistes et les politiques, accusés de fort bien vivre de leurs fonctions et de se préoccuper plus du maintien de leurs avantages que de la défense de leurs concitoyens, voire de celle de leurs adhérents ; et, d'autre part – et sans doute avant tout –, le fait que les revendications des « Gilets jaunes » sont au minimum transversales, c'est-à-dire autant de droite que de gauche, quand elles relèvent pas, horresco referens, du registre du conservatisme et non de celui de ce progressisme que déclinent à la fois, sous des formes certes différentes Emmanuel Macron, la gauche et l'extrême gauche.

Voilà pour l'intérêt de la gauche et des syndicats à tenter de récupérer le mouvement des Gilets jaunes. Quant à l'extrême gauche, la violence de la répression dirigée contre les

manifestants – une violence qu'elle a d'ailleurs contribué à créer et à renforcer en investissant les manifestations de ses groupes comme les Black-bloks – lui permet de mener la lutte contre l'appareil répressif d'État (ses lois et ses armes) et, au-delà, contre des institutions qu'elle veut toujours mettre à bas lors du fameux « grand soir ».

Cette récupération du mouvement n'a été possible que dans les villes où, traditionnellement, l'extrême gauche et/ou la gauche disposent de forces importantes depuis des années. On ne s'étonnera donc pas trop de voir citer par Solidaires « Nantes, Poitiers ou Toulouse », ni qu'Olivier Besancenot prétende que « plusieurs secteurs significatifs des gilets jaunes ont dit banco » pour ce mardi.

Hélas, sur le plan global, il semble bien que nos révolutionnaires se soient auto-intoxiqués. On ne comptait en effet à Marseille, sur 5.200 personnes, que « plusieurs centaines de 'gilets jaunes' », à Lyon, parmi les 4.300 manifestants, qu'environ 500 « gilets jaunes », et à Strasbourg, sur 1.500 personnes, que « plusieurs dizaines de « gilets jaunes ». **Si l'on tient compte des militants qui ont enfilé un gilet pour servir d'appelants et faire se poser dans leur manifestation les migrants du samedi, cela ne fait pas une bien grande « convergence ». Et comme par ailleurs le pays aura à peine remarqué les effets pratiques de cette journée d'action qui n'a rien paralysé, on peut parler d'un échec.**

Pourquoi ? Pour un ensemble de raisons : le discrédit de la gauche et des syndicats, on l'a dit ; ou encore le caractère identitaire des revendications des « Gilets jaunes » qui rend improbable une « convergence des luttes » avec ces banlieues qu'Emmanuel Macron espère rallier ; mais aussi le fait que ce sont en grande partie des travailleurs indépendants qui, le mardi, gagnent de quoi vivre, et qui perdraient un argent indispensable s'ils faisaient grève, quand Philippe Martinez, en bon syndicaliste, trouve que « le samedi, c'est bien, mais

la semaine, c'est mieux »...

Hubert Landier : Les Gilets jaunes et les militants de la CGT appartiennent à deux mondes différents. Celui de la CGT, c'est le monde de la grande entreprise, et notamment le monde industriel ; le monde des Gilets jaunes, c'est celui des artisans, des petits commerçants, des agriculteurs.

Côté CGT, les mouvements de grève sont de moins en moins suivis, sauf lorsqu'il s'agit de lutter contre des suppressions d'emplois. Ceci s'explique sans doute par une perte de crédibilité et de perspectives, mais aussi par la crainte du chômage et par le poids des crédits, qui ne permet plus à beaucoup de salariés de faire grève, en auraient-ils envie.

Côté Gilets jaunes, la grève est peu familière pour beaucoup d'entre eux. Elle ne fait pas partie de leur mode d'expression hebdomadaire, le samedi. Aura joué par ailleurs, dans l'échec de la journée d'action du 5 février, la crainte de se faire « récupérer ». Autrement dit, il y avait peu d'atomes crochus entre les deux partenaires, chacun ayant tendance à privilégier son propre mode d'action et sa propre organisation (ou absence d'organisation).

Une fois de plus, on aura pu vérifier qu'une mobilisation ne se fait plus à coup d'appels à manifester venant de quelque uns. Le modèle des « avant gardes » appartient au passé. Ce qui fait la force des Gilets jaunes, c'est, comme disent les Japonais, le « kaizen » consistant à débattre sur les réseaux sociaux jusqu'à ce qu'un consensus se fasse sur l'action à mener. En revanche, il est clair que le modèle d'expression de la CGT a cessé de fonctionner. La « convergence de luttes » ne s'est pas produite.

En quoi l'absence de représentation – de

corps intermédiaires – faisant le lien entre Gilets jaunes et gouvernement, risquerait de provoquer une poursuite du mouvement dans sa forme actuelle ?

Christophe Boutin : Depuis quelques temps déjà certains commentateurs tendent à tirer les revendications des « Gilets jaunes » vers le « tout social », alors que le social ne représentait qu'un des éléments de leur panel initial de revendications. Cela facilite l'entrisme de la gauche, et surtout de l'extrême gauche dans les manifestations, et permet une récupération par les syndicats. « Je suis intéressé par le mouvement des "gilets jaunes" quand il porte des revendications que nous portons depuis longtemps, des revendications sociales. Je suis moins fasciné par une minorité qui porte autre chose », résume ainsi un Philippe Martinez qui ne se rend pas compte que c'est justement la part « gauchisante », au sens classique, qui est minoritaire dans le mouvement.

C'est ainsi que l'on trouvait mardi dans les manifestations les revendications classiques des centrales syndicales : hausse des salaires, défense du service public, matinée d'éléments plus « Gilets jaunes », justice fiscale, ou protection du droit de manifester, et de certains legs gauchisants comme l'opposition à la réforme du lycée ou à l'augmentation des frais d'inscription des étudiants étrangers. En clair, quand les Gilets jaunes veulent des solutions politiques en poussant le gouvernement à agir, les syndicats repartent sur un dialogue avec le patronat, saupoudré de revendications mondialistes et progressistes. Leur seul point de convergence est certes la protection du droit de manifester, mais, et même aujourd'hui, après tant de violences, on ne trouve pas dans les commentaires des « Gilets jaunes » la haine rabique des forces de l'ordre qui présente à l'extrême gauche.

Exit donc, pour le moment, la récupération syndicale. Or si quelqu'un la souhaitait, c'était bien le gouvernement. Avec des syndicats, on aurait en effet des interlocuteurs à placer autour d'une table et l'on pourrait entamer des négociations. Et si les Gilets jaunes venaient à un Grenelle, on y amènerait aussitôt les syndicats historiques qui, par leur connaissance de ces négociations, auraient vite fait de prendre le dessus sur les nouveaux arrivés. Mais quelqu'un a compris que cela ne fonctionnerait pas ainsi, et c'est Emmanuel Macron, qui, dans son entretien de la semaine dernière avec des journalistes du Point, du Figaro et de Paris Match, a exclu de pouvoir sortir de la crise avec un Grenelle.

Et c'est d'ailleurs peut-être pourquoi l'on a tenté cette « convergence des lutes », comme un ultime coup de poker pour ramener les syndicats dans le jeu en essayant de leur retrouver une légitimité alors que l'on espérait que l'on avait assez « gauchisé » le mouvement. En attendant, ce dernier va donc nécessairement continuer, sauf à s'effondrer de lui-même, et à continuer tiraillé entre plusieurs tendances, entre plusieurs modes d'action, dont Éric Drouet ne représente jamais qu'une petite partie.

Hubert Landier : Effectivement, le Gouvernement s'est trouvé confronté à une situation inédite. En cas de conflit social, il y a des manifestations, dont le trajet et les modalités ont fait l'objet préalablement d'une entente avec la police. L'exécutif a en face de lui des interlocuteurs qu'il connaît bien. On se rencontre off the record et on finit par trouver un terrain d'accommodement en fonction des intérêts en présence et du rapport des forces. Dans le cas des Gilets jaunes, le gouvernement n'avait plus aucun interlocuteur en face de lui. Peut-être qu'il y a en aura un jour, mais ce n'est pas le cas actuellement et, en tout état de cause, ça

prendra du temps pour qu'ils s'imposent. Donc, le rituel bien rôdé a laissé place à l'anarchie, au mauvais sens du terme.

L'anarchie, donc le désordre. Peut-être un ordre nouveau surgira-t-il de ce désordre, mais ce n'est pas gagné d'avance. On en voit les contours : décentralisation, proximité, démocratie participative, referendum d'initiative citoyenne... En tout cas, ce n'est pas celui dont se recommande Emmanuel Macron. On assiste donc à une confrontation entre la « démocratie verticale » fondée sur une élite en grande partie parisienne, sûre de sa capacité à savoir ce qui est bon pour les autres, et une « démocratie horizontale », fondée sur la capacité des Français à exprimer une opinion et à la défendre face à ceux qui détiennent le pouvoir.

Ce sont donc deux modèles qui s'opposent. Le modèle vertical se fonde sur un discours où il est question de mondialisation, de l'Europe, de la nécessité de s'adapter pour être économiquement performant. Mais ce n'est pas cela qui intéresse les Gilets jaunes. Ce qui compte pour eux, ce sont leurs difficultés immédiates, et également les problèmes que leur pose le dérèglement climatique. D'où ce remarquable slogan : « la fin du mois et la fin du monde ».

Le défi posé par la crise des Gilets jaunes est-il, en ce sens, une nécessité de reconstruire une démocratie sur la base de corps intermédiaires représentatifs ?

Christophe Boutin : Qu'il faille rebâtir des corps intermédiaires, c'est certain. Mais des corps intermédiaires, d'abord, élus avec une réelle participation, et non avec des taux d'abstention qui font douter de leur légitimité, des corps intermédiaires qui soient effectivement « représentatifs ». Des corps intermédiaires ensuite eux-mêmes démocratiques,

des corps intermédiaires aussi dont la gestion ne donne pas lieu à des scandales trop répétés, et des corps intermédiaires enfin dont les anciens chefs déçus ne soient pas trop visiblement recyclés dans ces « fromages de la République » où le pouvoir place ceux qui l'ont bien servi.

Mais le renouvellement des corps intermédiaires s'accompagnera aussi de la nécessité de revivifier des éléments de démocratie directe, une demande centrale chez des « Gilets jaunes » qui veulent plus négocier eux-mêmes que laisser d'autres négocier à leur place, comme on l'a vu avec les péripéties survenues à certains de leurs porte-paroles.

C'est d'ailleurs peut-être sur ce point que compte Emmanuel Macron pour sortir de la crise. Puisque le Grenelle n'est pas possible, puisque l'on ne va pas pouvoir amener les « Gilets jaunes » autour d'une table, on va prétendre les écouter dans le Grand débat national... en les y noyant. En espérant que leurs revendications se perdront dans le concert des récriminations catégorielles que le Président va aller chercher, celle des classes aisées « Foulards rouges », celle des banlieues, celle des « jeunes », et bien d'autres encore. Mais il faudra bien un jour que le Grand débat s'arrête et que le Président fasse des choix...

Hubert Landier : Les corps intermédiaire sont à reconstruire, mais ils le sont sur un modèle différent de celui de la simple délégation. Avec le développement d'Internet et des réseaux sociaux, il s'agit d'imaginer une organisation qui ne peut plus être une organisation pyramidale comme celles auxquelles nous étions habitués. Le problème est de passer de la délégation à une véritable subsidiarité. Dans cet esprit, ce n'est pas à l'exécutif national de décider de la vitesse à ne pas dépasser sur les routes départementales et les chemins vicinaux. C'est aux gens du coin, dans les instances de décision existant à leur niveau.

Ce n'est pas un hasard si les sondages montrent que plus les instances politiques sont éloignées du citoyen, plus elles ont

une mauvaise image. L'Etat devra donc passer la main sur toute une série de questions qui peuvent et doivent être traitées au niveau local. Par ailleurs, il ne devra s'engager sur les questions qui relèvent de son ressort qu'après avoir consulté les citoyens. De ce point de vue, le referendum où les Français se sont prononcés contre le traité européen, mais dont il n'a pas été tenu compte, est un très mauvais précédent pour celui qu'envisagerait Emmanuel Macron. Les Français, pas plus que les Gilets jaunes, ne se contenteront de faux semblants. Et ce qu'ils demandent à l'exécutif national, c'est qu'il se mêle de ce qui le regarde et qu'il s'abstienne d'imposer des solutions « d'une intelligence telle que les français ne les auraient pas comprises », comme a osé le prétendre Gilles Le Gendre. Ou alors, cela s'appellerait non plus un régime démocratique, mais du despotisme éclairé. Même chose pour les entreprises. Le CPS issu des « ordonnances Macron » risque d'avoir pour effet d'éloigner les représentants du personnel de leurs mandants. Leur rôle, en tant que corps intermédiaires, risque d'en être fortement affecté. Et les entreprises qui ne seront pas soucieuses de préserver le rôle des délégués de proximité n'auront pas à s'étonner ensuite d'être confrontées à des broncas semblables à celle des Gilets jaunes...

<https://www.atlantico.fr/decryptage/3565361/ce-que-l-echec-de-la-greve-generale-nous-dit-de-la-nature-des-gilets-jaunes-et-de-la-suite-de-la-crise-christophe-boutin-hubert-landier>